
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 15 (1987)

DOI: 10.11588/fr.1987.0.53028

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Fritz Taubert

MUNICH: LA GAUCHE FRANÇAISE VOULAIT-ELLE ENCORE RÉVISER LE TRAITÉ DE VERSAILLES?

Munich reste un véritable traumatisme pour les Français, qu'ils soient de droite ou de gauche, libéraux ou conservateurs: on a presque l'impression que ce terme honni appartient autant au présent qu'à l'histoire. Ne lit-on pas fréquemment, surtout quand le terrorisme frappe en France ou ailleurs, que la France ne saurait mener une «politique munichoise», c'est-à-dire une politique de faiblesse?

Or, comment se fait-il qu'en 1938 bon nombre de Français aient été «Munichois»? Rappelons-nous Daladier, à son retour de Munich, accueilli par une foule enthousiaste, ce dont il fut, d'ailleurs, le premier surpris. La guerre que laissaient craindre les mobilisations en Allemagne, en France en Angleterre, avait certes été évitée de justesse; mais l'accord de Munich constitua, c'est indéniable, une grave défaite diplomatique pour les puissances démocratiques. Comment expliquer alors ce vote massif à la Chambre des Députés (515 voix contre 75) en faveur de cette accord? Et surtout, pourquoi toute la gauche, à l'exception des communistes et d'un seul socialiste¹, a-t-elle voté pour cette capitulation, face au pire ennemi d'une démocratie socialisante qu'était le nazisme?

Le mot «lâche soulagement» n'est évidemment pas une explication; il n'est même pas une description juste de ce phénomène. En effet, pour comprendre l'attitude de la gauche française de l'époque – que ce soient les défenseurs de Munich ou ses adversaires – il faut remonter jusqu'à 1919, lorsque fut signé le traité de Versailles.

A cette date, le député socialiste Marcel Sembat, au cours du débat sur le Traité de Versailles, posait la question: fallait-il vraiment prendre le risque de faire une nouvelle guerre pour Dantzig². 20 ans plus tard cette interrogation devint un slogan, « Mourir pour Dantzig? ». De fait, cette «ville libre» sous le contrôle de la Société des Nations était une des créations les plus contestées du traité. En 1939, Dantzig, n'était pas la première ville ou région pour laquelle la question se posait de savoir s'il fallait «mourir pour elle». Immédiatement avant Dantzig, ce fut le cas pour Prague, et un an auparavant pour les Sudètes, en relation avec l'accord de Munich.

Dès le début, la gauche française s'était élevée contre le Traité de Versailles, en particulier contre certaines clauses territoriales, comme l'interdiction de l'«Anschluss» de l'Autriche, mais aussi le statut de «ville libre» pour Dantzig. L'occupation de la Rhénanie et, surtout, celle de la Ruhr en 1923 furent également vivement dénoncées par la gauche qui considérait qu'elles faisaient honte à la France, qu'elles humiliaient l'Allemagne, et étaient donc en contradiction avec l'attitude qui voulait que la guerre de 1914–18 fût la dernière de ce genre.

C'est ainsi que pendant la République de Weimar, toute la gauche française fut «révisionniste», pro-locarnienne – sauf les communistes qui considérèrent les traités de Locarno comme un règlement impérialiste. De nombreux organismes de gauche travaillèrent activement à une réconciliation avec l'Allemagne, l'éventail allant d'organisations d'anciens combattants jusqu'à

1 Rappelons que, à droite, seul Henri de Kerillis vota contre.

2 Il dit devant la Chambre: «A mon avis, cette question de Dantzig est le plus grave des germes de guerre contenus dans votre Traité.» Journal Officiel/Chambre des Députés/Débats parlementaires, 4 septembre 1919, p. 4153.

des intellectuels comme Henri Barbusse, Romain Rolland, proches du P.C.F., ou Georges Pioch, Jean Guéhenno, Alain et autres³.

Toutes ces personnalités étaient convaincues que le désir de réviser le Traité de Versailles manifesté par l'Allemagne, républicaine malgré quelques indices inquiétants tels que la montée – ou plutôt la non-disparition – de la droite nationaliste et pangermaniste, était fondamentalement justifié.

Avec Briand et Stresemann, les choses semblèrent évoluer dans un sens plus favorable, bien que la gauche pro-SdN eût préféré des progrès plus nets sur la question du désarmement des puissances victorieuses, tandis que les communistes attendaient impatiemment la révolution en Allemagne, que Lénine avait crue le moteur de la révolution mondiale.

Certes, après la mort de Stresemann en octobre 1929 et au début de la crise économique, qui frappa durement l'Allemagne et contribua à la victoire d'ultra-conservateurs comme Brüning, von Papen et von Schleicher, on commença à s'inquiéter, mais la politique extérieure de ces cabinets n'était nullement belliciste, simplement »révisionniste« comme celle des gouvernements précédents.

Survint le 30 janvier 1933 et la nomination de Hitler à la Chancellerie du Reich; le représentant des tendances les plus réactionnaires venait de »prendre« le pouvoir. Cet événement devait constituer un puissant révélateur pour l'attitude »révisionniste« de la gauche française et justifie tout-à-fait l'analyse des réactions au moment de la conférence de Munich et le rôle que joua le Traité de Versailles dans ces réactions.

Pour appréhender à la fois l'évolution des différentes composantes de la gauche dans un paysage politique qui se modifie rapidement ainsi que les différences d'appréciation, souvent très vives, qui les opposent, il m'a paru opportun de recourir à l'étude d'un média qui a joué, dans les années trente, un rôle au moins aussi important que la radio, c'est-à-dire la presse. J'ai choisi de dépouiller non pas les quotidiens, ce qui eût rendu quasiment impossible une étude exhaustive, mais plutôt les hebdomadaires, mensuels et autres périodiques. Ceci présente un double avantage: d'une part on y trouve un éventail d'opinions beaucoup plus large puisqu'il dépasse la S.F.I.O. officielle (»Le Populaire«), le P.C.F. (»L'Humanité«) et les Radicaux-Socialistes (»L'Œuvre«). D'autre part, si l'on compare le quotidien et l'hebdomadaire, voire le mensuel, d'un même parti, on constate que le périodique reprend les mêmes analyses, souvent en les approfondissant, et qu'il évite généralement les »bobards« auxquels le quotidien ne peut échapper, étant donné la hâte qui préside à sa rédaction⁴.

3 Sur ces activités cf. Marcelle KEMPF, *Romain Rolland et l'Allemagne*, Paris 1962. Fernand L'HUILLER, *Dialogues franco-allemands 1925–1933*, Strasbourg 1971. George PISTORIUS, *L'image de l'Allemagne dans le roman français entre les deux guerres*, Paris 1964. Sur la période jusqu'à 1933 en général cf. Hermann GRAML, *Europa zwischen den Kriegen*, München 1979. Peter KRÜGER, *Die Außenpolitik der Republik von Weimar*, Darmstadt 1979. Les œuvres de Jean-B. Duroselle qui traite pratiquement tous les sujets.

Henri Barbusse (1873–1935) et Romain Rolland (1866–1944), romanciers mondialement connus, étaient membre du P.C.F. voire »compagnon de route«. Barbusse était directeur de l'hebdomadaire »Monde«, et collabora, comme Rolland, à différents périodiques de gauche (»Commune«, »Regards«, »Front Mondial« etc.). Jean Guéhenno (1890–?), au début des années 20 membre du P.C.F., puis pacifiste, était membre du Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes (C.V.I.A.); il collabora à »Europe«, »Vendredi« etc. Georges Pioch, au début des années 20 membre du P.C.F., était, dans les années 30, un des leaders intellectuels du pacifisme de gauche; il collabora à »Barrage« (hebdomadaire pacifiste), »Le droit de vivre« (organe de la Ligue Internationale contre l'Antisémitisme/L.I.C.A.), etc. Alain (son vrai nom était: Emile Auguste Chartier, 1868–1951), philosophe proche du Parti radical, pacifiste, était vice-président du C.V.I.A.

4 Sur la presse cf. Raymond MANEVY, *Histoire de la presse 1914–1939*, Paris 1945. Surtout Claude ESTIER, *La Gauche hebdomadaire 1914–1962*, Paris 1962.

Au moment de la mise en place du régime de Hitler, pratiquement toute la gauche⁵ citait le Traité de Versailles et le comportement impérialiste de la France et de la Grande Bretagne envers le peuple allemand comme l'un des éléments déterminants ayant provoqué l'avènement du fascisme. »Le fascisme allemand est arrivé au pouvoir dans un pays opprimé par le traité de Versailles« écrit par exemple L. Magyar dans les »Cahiers du bolchevisme«⁶. Généralement la conclusion que l'on tira de cette constatation était que l'hitlérisme aurait des retombées essentiellement en politique intérieure, mais que la politique extérieure demeurerait la même que sous les gouvernements précédents. Philippe Lamour, proche du P.C.F., et Hans Volkmar qui se livrait habituellement à une vive critique de la politique menée par la KPD, étaient sur ce point, entièrement d'accord. Dans »Monde«, l'hebdomadaire d'Henri Barbusse, Lamour écrit que »l'Allemagne tend tout d'abord à la politique de l'égalité comme tous les gouvernements depuis Stresemann«⁷. C'est également la conviction de Volkmar selon qui Hitler se dresse »en même temps contre le Traité de Versailles et contre les puissances qui le garantissent, et, dans cette mesure, il continue absolument la tradition du gouvernement d'après guerre«⁸.

Le premier coup de théâtre d'Hitler, le départ de la SdN, fut, en conséquence, considéré comme un pas vers l'égalité entre l'Allemagne et les autres puissances dites impérialistes. Il devait permettre à l'impérialisme allemand de négocier désormais sur un pied d'égalité avec les autres puissances et d'obtenir armée, avions militaires, tanks, artillerie lourde etc. ...⁹

Ce type de réaction peut nous paraître étrange à une époque où le slogan »le fascisme c'est la guerre« était déjà très répandu dans l'ensemble de la gauche française. Et pourtant, seule une infime minorité autour du socialiste Salomon Grumbach prenait ce slogan au sérieux et exigeait, à titre de représailles, un boycottage économique de l'Allemagne hitlérienne. Mais cette proposition fut repoussée par les gens de l'extrême gauche, notamment les non-communistes; car cette politique n'était pour eux que la reprise du blocus et de la politique intransigeante imposés par les impérialistes français et anglais immédiatement après la Première Guerre Mondiale¹⁰.

La gauche marxiste orthodoxe ne commença à s'inquiéter qu'après le référendum en Sarre, où les travailleurs, pour la plupart catholiques, donc menacés par des persécutions à l'intérieur du Reich, se prononcèrent massivement pour la réintégration de la Sarre à l'Allemagne. Certes, les résultats n'étaient pas inattendus et la campagne pour le »statu quo« n'avait convaincu personne, même pas ses propres propagandistes. Mais on ne s'était pas attendu à plus de 90 % de »oui«. Toutefois, ce qui semblait inquiétant, c'était le fait que le nationalisme l'emportât sur la peur du régime hitlérien. Aussi, l'une des rares auto-critiques du P.C.F. date

5 Sur la gauche française en face du nazisme cf. Michel BILIS, *Socialistes et pacifistes*, Paris 1979. David CAUTE, *Le communisme et les intellectuels français 1914-1966*, Paris 1967. Jacques DROZ, et alii, *Histoire générale du Socialisme*, t. III, 1919-1945, Paris 1977. Jacques FAUVET, *Histoire du P.C.F.*, t. I, *De la Guerre à la Guerre*, Paris 1964. Richard GOMBIN, *Les socialistes et la guerre*, Paris 1970. Daniel HYMANS, *Le socialisme français devant le fascisme et le national-socialisme*, thèse à la Faculté de Droit, Paris 1965. Jean-Pierre RIOUX, *Révolutionnaires du Front Populaire*, Paris 1973. – Les idées développées dans ce texte reprennent l'essentiel de ma thèse: Friedrich TAUBERT, *Das Deutschlandbild der französischen Linken im Spiegel ihrer Presse von 1933 bis 1939*, Diss. masch. Frankfurt 1986.

6 15 déc. 1933, p. 1636.

7 8 avril 1933. Philippe Lamour (1903-?) était, dans les années vingt, admirateur du fascisme italien, dans les années trente il était proche du P.C.F. et collabora à »Monde«, »Commune«, à partir, du mois de décembre 1938 »Les Volontaires«.

8 *Révolution prolétarienne*, 10 août 1933. Volkmar, probablement le pseudonyme d'un émigré allemand, se réclamait du petit parti allemand Sozialistische Arbeiterpartei (SAP) et de divers groupements de l'extrême gauche anticommuniste; il était le spécialiste des questions allemandes à »Révolution prolétarienne«.

9 *Cahiers du bolchevisme*, 1^{er} janv. 1934, p. 11.

10 *La patrie humaine*, décembre 1933 (article non signé).

précisément de cette époque et porte sur ce phénomène. Elle mérite d'être citée: »Le plébiscite sarrois, c'est au fond une grande victoire de la question nationale, dont nous n'avons pas assez vu l'importance, sur la question de classe«¹¹. Cette constatation eut des conséquences importantes, car on commença à prendre conscience, chez les marxistes français – au sein du P.C.F. et en dehors de lui – du péril que représentait le nationalisme allemand, si habilement exploité par les nationaux-socialistes et qu'il aurait fallu briser à tout prix pour éviter le pire.

Et c'est précisément cette question que se posa la gauche française pendant pratiquement toute la période 1933–1939: quelle stratégie fallait-il adopter envers ce peuple allemand, opprimé de la façon la plus terrifiante, mais qui paraissait tout de même suivre ce régime honteux qu'était l'hitlérisme, à tout le moins dans ses desseins en politique extérieure, révisionniste et expansionniste?

On constate donc que l'intérêt porté par la gauche française à la politique intérieure du nazisme glissa progressivement vers la politique internationale de ce régime. L'analyse de Philippe Lamour selon qui »le mouvement hitlérien était avant tout un mouvement intérieur allemand«¹² semblait désormais dépassée, surtout à partir du moment où Hitler viola ouvertement les rares clauses du Traité de Versailles qui restaient encore en vigueur.

La première victime fut l'article 162 qui interdisait à l'Allemagne de réintroduire le service militaire obligatoire. Or, le régime hitlérien imposa le service militaire obligatoire le 16 mars 1935. A cette violation manifeste du traité de Versailles, la gauche française ne pouvait plus réagir sur un plan purement idéologique, d'autant que le Front Populaire avait pu être constitué et avait de fortes chances de remporter les élections en 1936.

Les réactions de la gauche française à cette instauration du service militaire correspondent assurément à un tournant de son évolution dans les années trente. Si l'»analyse« des faits, c'est-à-dire le discours idéologique de toute la gauche, demeure encore identique, par contre les stratégies proposées par les différentes fractions commencent à se différencier assez nettement. Ainsi, le discours des commentateurs communistes demeure »gauchiste«. »Attaquer un seul impérialisme et non les autres, c'est faire acte d'impérialisme. Notre loyauté et notre force, c'est de les haïr tous et de les frapper tous« écrit Henri Barbusse¹³. Ce jugement pourrait figurer dans tout autre périodique de l'extrême-gauche de tendance trotskiste, pivertiste, ou anarchiste.

Ce qui changea, ce fut la stratégie que l'on proposait, face à cette Allemagne impérialiste et brutalement révisionniste. Les différentes fractions de l'extrême-gauche, notamment celles qui restaient groupées dans la S.F.I.O.¹⁴, insistèrent sur l'urgence d'un traité de paix devant être négocié avec l'Allemagne pour empêcher le régime nazi d'utiliser à son profit une révision du Traité de Versailles jugée inévitable par ces mêmes tendances. Quant aux communistes, ils se rallièrent à la doctrine qui était celle de la majorité de la S.F.I.O., c'est-à-dire la »sécurité collective« au sein de la SdN.

Comment comprendre autrement ce qu'écrit Romain Rolland dans sa fameuse lettre au peuple allemand? Après avoir énuméré les difficultés internes du régime hitlérien et constaté que »C'est la paix qui est mortelle pour l'hitlérisme«, il évoque »une Europe ferme et calme, résolue à l'obliger à la paix, pour que, frappé au cœur de son prestige sans lequel aucun fascisme ne peut vivre, il se trouve en proie aux justes revendications de son peuple qu'il a abusé, trompé, opprimé, dégradé, et mené à la ruine«¹⁵.

Cette »Europe ferme et calme« ne pouvait être que celle de la SdN, à laquelle appartenait

11 Joanny Berlioz (1906–?) militant communiste dans: Cahiers du bolchevisme, 1^{er} février 1935, p. 151.

12 Monde, 8 avril 1933.

13 Ibid., 29 mars 1935.

14 Rappelons qu'à l'époque toutes sortes de tendances au sein de la S.F.I.O. avaient droit à leurs propres publications. Ainsi y avait-il dans la S.F.I.O., entre autres des trotskistes, des révolutionnaires, des »planistes« (adhérents des théories d'Henri de Man, économiste belge).

15 Monde, 29 mars 1935.

aussi, depuis le mois de septembre 1934, l'Union Soviétique, côte à côte avec les puissances dénoncées autrefois comme impérialistes telles que la France, la Grande-Bretagne et l'Italie fasciste. Même la «sécurité collective», également vouée aux gémonies en tant qu'«intrigue impérialiste» dirigée contre la patrie du socialisme, était désormais admise par les communistes et leurs sympathisants: «L'entente avec Hitler? En dehors des ententes de sécurité collective qui visent à empêcher la guerre, en prévoyant l'isolement de l'agresseur, politiquement et économiquement, l'entente avec Hitler, nous n'en voulons à aucun prix»¹⁶.

L'idée de «l'Europe ferme et calme» qui devait isoler «politiquement et économiquement» l'agresseur se muait peu à peu à en une «politique de fermeté» envers Hitler et son régime afin de l'empêcher de mettre le monde à feu et à sang. Face à une Allemagne qui réarmait, cette politique de fermeté ne pouvait donc être que le contraire de la politique de désarmement préconisée par toute la gauche française dans les années 1919-1933.

Et c'est précisément cette contradiction qui provoqua les divisions de la gauche française qui apparurent après 1935 et perdurèrent jusqu'à l'éclatement de la guerre en 1939, parce qu'une partie de l'extrême-gauche non communiste ne voulait pas rompre avec ses idées de la période antérieure.

Certes, ces idées ne sont pas nées après 1935. Dès 1933, les pacifistes de l'extrême-gauche regroupés ou non dans la S.F.I.O., prônaient la révision du Traité de Versailles, même face à Hitler, parce qu'ils pensaient que son ascension était due, précisément, à ce traité. Dans cet esprit, Goulven-Mazéas écrivait dans l'hebdomadaire pacifiste «La patrie humaine» que «grâce aux abus que consacre le Traité de Versailles, Hitler fait figure d'apôtre de la liberté aux yeux du peuple allemand», pour conclure: «Supprimez Hitler, il naîtra chaque jour mille Hitler nouveaux»¹⁷. Cependant, à cette époque, il ne se trouvait pas encore en contradiction avec Romain Rolland ou Henri Barbusse.

Mais après la modification de la ligne politique du P.C.F. dans le sens de «l'Europe ferme et calme», les analyses de l'extrême-gauche hostile à ce genre de politique revêtent une toute autre signification, justement parce qu'elles demeurent identiques. Dans ce contexte, la réflexion de l'anarchiste Robert Tourly, formulée en 1936, après la remilitarisation de la Rhénanie par les troupes allemandes – en violation flagrante du Traité de Versailles et des traités de Locarno – n'a plus le même sens qu'en 1933: «Peut-on s'étonner qu'elle (l'Allemagne) se soit jetée dans les bras d'Hitler qui appelait contre le «Diktat» de Versailles et lui promettait de lui rendre son honneur? Et Hitler, salué par l'Allemagne comme un sauveur, entreprit de démanteler le traité de Versailles»¹⁸.

Cette phrase prend un sens différent, non pas seulement parce que la révision du Traité de Versailles se faisait désormais par la force et non par la négociation, mais aussi parce qu'une partie de la gauche française ne voulait plus de révision du tout, en face d'Hitler et du fascisme allemand.

La division de la gauche apparaît encore plus clairement à la lumière de la polémique entre Jean Baby – du P.C.F. – et Michel Alexandre, pacifiste juif proche de la S.F.I.O., qui défendit une politique de réconciliation avec l'Allemagne, toujours humiliée par le Traité de Versailles: (on devra) «offrir enfin vraiment, pour la première fois, à l'Allemagne une paix de pleine égalité. Alors, alors seulement, Hitler peut encore, tôt ou tard, perdre prise sur un peuple par ailleurs assez opprimé; car sa campagne récente de discours patriotiques montre assez qu'il ne le tient qu'à titre de redresseur des injustices subies pendant quinze ans par la nation allemande.» Et Alexandre de demander pour l'Allemagne «justice entière, justice à Memel et

16 Front Mondial, 2^{ème} quinzaine d'avril 1935.

17 La Patrie humaine, 3 nov. 1933.

18 Ibid. 13 mars 1936

Dantzig, justice en Afrique, justice économique, justice en toutes matières de droit et de fait...»¹⁹.

Nous constatons donc aux alentours des années 1935–1936 une différence considérable entre deux fractions de la gauche française par rapport à la stratégie à suivre envers l'Allemagne nationale-socialiste: d'un côté l'ébauche d'une «politique de fermeté» et, de l'autre, une politique de révision radicale du système de Versailles pour rendre justice au peuple allemand.

Or, ce qui nous conduit à l'étude de l'accord de Munich, ce sont les rapports entre les deux stratégies et les manières dont les différentes tendances interprètent les «malheurs» du peuple allemand subissant le joug hitlérien²⁰.

En simplifiant quelque peu les positions en présence, on arrive à discerner deux images différentes du peuple allemand sous le nazisme. Elles s'opposent essentiellement sur le comportement du peuple allemand en cas de guerre, car toute la gauche française, et peut-être tout le peuple français, commençaient à percevoir le danger de guerre que suscitait l'Allemagne hitlérienne.

Selon la fraction qui préconisait une «politique de fermeté», la conviction dominait que, le cas échéant, le peuple allemand ne suivrait nullement Hitler dans une guerre que celui-ci déclencherait; mieux encore, qu'une grande partie du peuple allemand, opprimé par le fascisme, n'attendait qu'une défaite du régime en politique extérieure pour se révolter contre celui-ci. C'était la doctrine des deux Allemagnes, celle des oppresseurs, la mauvaise Allemagne, et celle qu'ils pensèrent voir se renforcer de plus en plus, la bonne Allemagne englobant toutes les couches persécutées et déçues par la politique fasciste.

La fraction de la gauche française qui s'appellait ou était appelée celle des «pacifistes intégraux» voyait le peuple allemand d'une façon tout à fait différente et, à mon avis, plus réaliste. De fait, ces adversaires d'une «politique de fermeté», convaincus que le régime d'Hitler était essentiellement né des injustices du Traité de Versailles, soutenaient que le peuple allemand suivrait «son maître» jusque dans une guerre aussi longtemps que celui-ci pourrait exploiter les dites injustices. En outre, une partie de ces «pacifistes intégraux», fidèles aux idéaux révolutionnaires, estimait qu'une révolte du peuple allemand ne pouvait être envisagée que si ailleurs, notamment en France, le prolétariat prenait l'initiative d'une révolution exemplaire, chose impossible, à leur avis, dans une société militarisée, induite par la logique d'une «politique de fermeté»²¹.

19 *Vigilance*, 28 avril 1936. – Michel Alexandre (1888–1952), professeur de philosophie proche de la S.F.I.O., pacifiste, membre du C.V.I.A. dont l'organe était «*Vigilance*».

20 Ce qui, à mon avis, n'a pas encore été suffisamment étudié, ce sont les rapports entre l'image de l'Allemagne et la stratégie proposée par les différentes fractions de la gauche française. Il s'agit, en effet, d'une situation très complexe. L'image de l'Allemagne, par exemple l'analyse de la gauche pacifiste selon laquelle le peuple allemand suivrait Hitler dans une guerre, conditionne sa stratégie de l'«apaisement». Mais l'inverse est vrai aussi, puisqu'une idéologie pacifiste conditionne l'image de l'Allemagne. En étudiant les événements ou les groupes politiques, certains historiens (Richard Gombin, Daniel Hymans pour les socialistes, Jean-Pierre Rioux pour les révolutionnaires) ne mettent pas assez l'accent, à mon avis, sur ce phénomène d'interdépendance. J'essaierai, en ce qui me concerne, de combler cette lacune. A ce propos, je me réfère aux résultats de ma thèse (cf. note 5).

21 C'est ainsi que chez les pacifistes le slogan «le fascisme c'est la guerre» fut inversé: «La guerre c'est le fascisme». Pour eux la politique de fermeté signifiait qu'il fallait courir le risque d'une guerre; mais la guerre moderne impliquait le totalitarisme, comme l'expliquait un anarchiste anonyme: «Il est indéniable que la technique de guerre moderne exige l'organisation de la vie politique en Etat totalitaire ... La guerre contre l'Allemagne signifie donc en même temps la fascisation du pays.» (*Le libertaire*, 3 mai 1935.)

21a Jean Zyromski, militant socialiste, leader d'une des ailes de l'extrême gauche de la S.F.I.O. dite «La bataille socialiste». Salomon Grumbach avait été correspondant français du «*Vorwärts*» avant la Première Guerre Mondiale; spécialiste de la politique étrangère dans le périodique «*La Lumière*». Léon Jouhaux (1879–1954), secrétaire général de la C.G.T. (socialiste à cette époque, contrairement à la

Les divergences de stratégie au sein de la gauche française s'accroissaient de plus en plus, à mesure des succès remportés par le révisionnisme et l'expansionnisme hitlériens, c'est-à-dire la remilitarisation de la Rhénanie, l'introduction du service militaire obligatoire de deux ans, les limogeages intervenus dans l'Etat-Major de la Reichswehr et l'Anschluss de l'Autriche.

Ainsi en arrive-t-on aux événements de Munich, en septembre 1938, qui font apparaître dans une lumière crue les profondes divisions de la gauche française sur la politique à suivre envers l'Allemagne nationale-socialiste. D'un côté se dressent les partisans d'une « politique de fermeté ». Font partie de ce camp : le P.C.F. dans sa totalité, un groupe de l'extrême gauche de la S.F.I.O. autour de Jean Zyromski, une partie de l'aile droite de ce même parti autour de Salomon Grumbach, ainsi que quelques membres de la tendance « blumiste », mais aussi quelques adhérents du parti radical-socialiste de l'aile gauche.

En face on trouve les « pacifistes intégraux », ou tout au moins les adversaires d'une « politique de fermeté », une multitude de « gauchistes » de l'époque, anarchistes, catholiques révolutionnaires, trotskistes, mais aussi nombre d'adhérents de la S.F.I.O. et de la C.G.T. de Léon Jouhaux, sans oublier le groupe de Marceau-Pivert, exclu en 1937 de la S.F.I.O. et fondateur du P.S.O.P. (Parti socialiste ouvrier et paysan)^{21a}.

Aussi bien avant qu'après Munich ces deux fractions s'affrontaient d'une façon très passionnelle sur ce que devait être un antifascisme bien compris. Ce fait surprend d'autant plus qu'il s'agissait essentiellement d'une question de politique extérieure, domaine généralement considéré comme secondaire par la gauche marxiste et révolutionnaire²². Il faut dire qu'en ce domaine, les communistes n'avançaient guère d'idées originales puisqu'ils continuèrent, dans presque tous les cas, à recourir à la terminologie classique de la diplomatie européenne. On note avec étonnement dans les « Cahiers du bolchevisme » l'emploi de termes tels que « l'équilibre européen », « la défense nationale », des expressions comme la « sécurité de la France notre pays » etc... Or, ces termes n'avaient pas manqué d'être récusés parce qu'impérialistes, réactionnaires, hégémonistes dix ans auparavant, quand la droite française avait utilisé cette terminologie contre l'Allemagne et son désir de réviser le Traité de Versailles.

De même, les puissances autrefois dénoncées comme impérialistes, notamment la Grande-Bretagne, étaient, désormais, définies comme pacifiques; la France, jadis elle aussi « bastion de l'impérialisme », devait prendre l'initiative de créer « l'Union des pays pacifiques contre le fascisme ».

Tout ce discours de « Realpolitik » était considéré par l'extrême-gauche non communiste et pacifiste comme une trahison des idéaux révolutionnaires; c'est d'ailleurs ce que signifiait le terme très insultant de « nationaux-communistes ». Cette expression était certainement polémique; toutefois, elle montrait que cette gauche, qui voulait rester révolutionnaire (et qui par ailleurs devenait de plus en plus antistalinienne) s'apercevait que les communistes glissaient, par leur raisonnement en termes de « politique de sécurité », dans une sorte de nationalisme tout à fait contraire à l'idéal du pacifisme révolutionnaire, c'est-à-dire le refus pour la classe ouvrière, de participer désormais à une guerre impérialiste.

Or, comme on l'a vu, ces pacifistes révolutionnaires étaient convaincus que la classe ouvrière des deux pays se laisserait embrigader et que le peuple allemand suivrait Hitler dans une guerre déclenchée par lui. Ainsi Philippe Diolé écrit-il, dans « Vendredi », après l'accord de Munich : « On nous a dit : au mois de septembre dernier le peuple allemand ne voulait pas la guerre, il la redoutait, il la réprouvait autant que la peuple français. Et c'était vrai. Il l'eût faite pourtant »²³.

C.G.T.U. communiste). Marceau Pivert (1895-1958), membre de la S.F.I.O., leader de l'aile extrême gauche « la gauche révolutionnaire », fut exclu en 1937; il collabora à « juin 36 », l'organe du P.S.O.P.

22 Dans ce contexte on peut se rappeler le mot de Trotski, qui aurait dit, quand il prit la direction du ministère des affaires étrangères de la toute jeune Union Soviétique, en 1917 : « On pourra fermer la boutique d'ici quelques semaines quand la révolution mondiale l'aura emporté. »

23 Vendredi, 28 oct. 1938.

Mais pour quelles raisons les pacifistes de l'extrême-gauche croyaient-ils que le peuple allemand se battrait même contre les prolétaires français et autres? La raison toujours invoquée, c'était l'injuste Traité de Versailles. Dans le journal pacifiste *«le Barrage»* une femme qui signait *«Y.D., une Française»* décrit, en ces termes, un séjour en Allemagne et en particulier la situation psychologique de ses interlocuteurs: *«Chez tous, fascistes ou non, on trouve – et elle est justifiée – une profonde rancœur pour toutes les humiliations que les nations victorieuses ont fait subir à ce pays, si jaloux de son orgueil national»*²⁴. Et Roger Hagnauer de constater encore plus clairement après Munich: *«Le peuple allemand ne veut pas la guerre. Il est prêt à en accepter les risques, pour la défense des revendications qu'il croit justes»*²⁵.

Enfin une dernière citation illustre parfaitement le rôle de Versailles dans l'argumentation de cette fraction de la gauche française, celle de Robert Louzon, dans *«Révolution prolétarienne»*: *«Une nouvelle monstruosité des traités de 1919 vient de disparaître: les Allemands des bordures de la Bohême ont retrouvé le droit de se déterminer eux-mêmes, le droit de s'unir dans le même Etat que les autres Allemands»*²⁶.

Quant aux partisans d'une *«politique de fermeté»*, il est clair qu'ils ne toléraient plus aucune forme de révisionnisme face à une dictature fasciste. La seule allusion au Traité de Versailles, jadis maudit, qui subsistait encore était le mot *«diktat»*. Gabriel Péri, par exemple, le choisit comme titre de son article sur les accords de Munich, et René Maublanc l'utilise dans une polémique contre les pacifistes intégraux²⁷.

L'usage de ce terme tendait à suggérer que, depuis 1919, la situation avait radicalement changé. Alors qu'à cette date, la France avait imposé sa volonté à l'Allemagne vaincue, désormais c'était l'Allemagne qui imposait sa volonté à l'Europe.

Mais ce terme ne revêt finalement qu'une importance secondaire puisque, dans le nouveau contexte politique, cette fraction de la gauche française affirmait qu'une révision du Traité de Versailles était devenue inconcevable. Et cela d'autant plus que, selon cette thèse, le peuple allemand était censé refuser de suivre Hitler dans une guerre d'agression, et attendre, au contraire, une première défaite politique, surtout en politique extérieure, pour donner l'assaut au fascisme. C'est pourquoi il était nécessaire, à Munich, d'infliger une défaite à Hitler.

L'un des très rares partisans d'une *«politique de fermeté»* à récuser ce type de raisonnement était un Allemand, Friedrich Stampfer, journaliste social-démocrate émigré à Paris, qui avait participé, en 1919, à la transmission du Traité de Versailles à la délégation allemande. Et, fait significatif, lui qui, dès le début, avait exprimé son hostilité à ce traité parce qu'il humiliait le peuple allemand, fit implicitement référence à ce traité. Il fut un des seuls hommes de gauche qui assumât l'éventualité d'une guerre entraînée par une *«politique de fermeté»*. En effet, il invita ses camarades français à expliquer au peuple allemand, publiquement et avec la plus grande netteté, que, contrairement à ce qui s'était passé à la fin de la guerre précédente, une nouvelle défaite allemande n'entraînerait pour le peuple allemand aucun désavantage du type de ceux nés du Traité de Versailles²⁸. Voilà donc un personnage qui connaissait *«son»* peuple – et qui, tout en étant partisan d'une *«politique de fermeté»*, rejoignait dans son analyse les thèses de la gauche pacifiste. Il soutenait, comme elle, que, le cas échéant, les Allemands se

24 *La Barrage*, 22 sept. 1938.

25 *Syndicats*, 15 févr. 1939.

26 *Révolution prolétarienne*, 10 oct. 1938 – Robert Louzon (1882-?), ingénieur, syndicaliste révolutionnaire, collabora à *«Révolution prolétarienne»*, *«Terre Nouvelle»* et autres périodiques pacifistes.

27 *«Le Diktat de Munich»*, dans: *Cahiers du bolchevisme*, oct. 1938, respectivement *Clarté*, déc. 1938. – Gabriel Péri, militant communiste, un des *«jeunes loups»* du P.C.F. de l'époque. René Maublanc, militant communiste; théoricien marxiste, se livrait à des polémiques notamment avec Michel Alexandre sur le pacifisme *«intégral»*.

28 *Ibid.*, oct. 1938. – Friedrich (Fritz) Stampfer (1874-1957), rédacteur en chef du *«Vorwärts»* jusqu'en 1933, émigré à Prague, puis à Paris, collabora à *«Clarté»*.

battraient. En effet, personne ne peut douter du fait que, comme le craignaient les »gauchistes«, le peuple allemand serait entré en guerre dès 1938, comme il le fit un an plus tard²⁹.

Ainsi est-on conduit à constater que »Munich« se situe au point culminant d'une évolution qui a profondément divisé la gauche française. On aperçoit dans un camp des pacifistes intégraux, doctrinaires, révolutionnaires ou tout simplement décidés à ne pas repartir en guerre vingt ans seulement après le dernier carnage européen, et en face d'eux, une fraction qui se disait pacifiste, elle aussi, mais constituée par les partisans d'une politique de fermeté à l'égard de l'Allemagne hitlérienne. Ces divergences sont directement liées à l'appréciation portée sur la politique nationale-socialiste et n'ont généralement rien à voir avec »l'Allemagne éternelle«, l'Allemagne unie dans un »Reich«; car l'ensemble de la gauche française s'était vigoureusement opposée aux tentatives de démantèlement mises en œuvre par Clémenceau et Poincaré au lendemain de la Première Guerre Mondiale.

Pendant toute l'époque de la République de Weimar, la gauche française avait donc été »révisionniste«, c'est-à-dire favorable à une révision du Traité de Versailles considéré comme humiliant pour le peuple allemand et dangereux pour la paix du monde.

L'opposition au sein de la gauche française, entre partisans d'une politique de fermeté face à l'Allemagne hitlérienne et partisans d'une politique pacifiste ne peut donc se comprendre qu'en fonction de l'image que les différentes composantes de la gauche se faisaient du peuple allemand soumis au joug d'un régime unanimement récusé.

La question, telle que la formulèrent les gauches françaises à l'époque, était de savoir, si le peuple allemand acceptait le régime d'Hitler parce qu'il voyait en lui le champion du révisionnisme et donc si, après une révision satisfaisante du Traité de Versailles, il se libérerait des nazis. C'était le pari que faisaient la plupart des »pacifistes«.

L'autre question essentielle était de savoir, si le peuple allemand était opprimé à un point tel que seul un événement d'une gravité exceptionnelle, c'est à dire le déclenchement d'une guerre ou au moins une défaite importante en politique extérieure, pouvait provoquer une révolte contre Hitler et son régime: c'était l'avis des partisans d'une politique de fermeté.

Il est certain que les deux fractions en présence voulaient absolument éviter la guerre, les uns par un »révisionnisme« quasi inconditionnel, les autres par une politique de fermeté. On sait, aujourd'hui, que le système national-socialiste devait mettre en échec les deux stratégies; car l'hitlérisme ne pouvait ni être saturé comme le croyaient les »pacifistes« – et Chamberlain aussi – ni reculer devant une guerre que Hitler lui-même souhaitait vivement.

29 Certes, les partisans de la politique de fermeté avaient également raison de dire que Munich était peut-être la dernière occasion pour éviter une guerre. Ils avaient raison, mais sans le savoir, car ils ignoraient que quelques militaires envisageaient un putsch contre Hitler, au cas où il oserait déclencher une guerre après un échec à Munich. Il est de toute façon très douteux que la stratégie de cette fraction de la gauche – la fermeté provoquant soit le recul d'Hitler soit la révolte du peuple allemand – eût été couronnée de succès. L'hypothèse de la révolte du peuple allemand paraissait hasardeuse à de nombreux observateurs, et même à Friedrich Stampfer, comme nous l'avons vu; un recul d'Hitler était encore plus improbable. Toutefois, même si les partisans de la politique de la fermeté avaient été au courant de ces préparatifs de putsch – il y avait apparemment quelques rumeurs – cela n'aurait pas constitué un argument en faveur de cette stratégie, puisque ce n'était justement pas le peuple qui aurait provoqué la chute du régime hitlérien.